

La musique Klezmer ne doit pas être instrumentalisée par un Etat-voyou

Communiqué de la Campagne BDS France

Paris, le 20 Septembre 2015

La prochaine édition du festival Jazz 'n' Klezmer aura lieu à Paris du 11 novembre au 1er décembre 2015.

Cette année encore, la campagne BDS France (Boycott, Désinvestissements et Sanctions contre l'État israélien tant que celui-ci ne respectera pas le droit international) dénonce le partenariat de ce festival avec l'ambassade d'Israël.

Aujourd'hui, le gouvernement israélien continue et intensifie sa politique de colonisation en Palestine (plus de 200 colonies à ce jour) et ce, en dépit de nombreuses résolutions de l'ONU. Il continue la construction d'un mur monstrueux sur des centaines de kilomètres, encerclant et volant ce qu'il reste de terre palestinienne, à l'encontre de l'avis de la Cour Internationale de Justice.

C'est ce même gouvernement qui viole régulièrement les droits humains et le droit international humanitaire, en particulier lors de ses attaques contre Gaza, qui continue à mener une politique d'apartheid envers les Palestiniens d'Israël, avec plus de 50 lois discriminantes, et qui refuse tout droit au retour des réfugiés palestiniens en dépit d'un droit reconnu par les Nations Unies.

Comment dès lors envisager un partenariat culturel avec l'ambassade d'Israël, qui représente et véhicule ces valeurs d'intolérance et de non-respect du droit international ?

L'idée sur laquelle s'appuie ce festival est pourtant intéressante: établir un pont entre deux musiques aux racines populaires, le jazz et la musique Klezmer, musique qui s'était développée avant la seconde guerre mondiale en Europe de l'Est au sein de la culture et de la langue juive qu'était le yiddish.

Ce que nous dénonçons, c'est l'instrumentalisation de cet événement par le gouvernement d'Israël, et à travers cela, la

tentative de blanchiment du régime israélien d'apartheid, qui se sert de la culture pour tenter de redorer son image.

La campagne BDS France n'appelle pas à boycotter les artistes en tant qu'individus, mais à boycotter les événements artistiques produits en parrainage avec des institutions israéliennes. Cette campagne répond à un appel de la société civile palestinienne, dans le but de faire pression sur le gouvernement israélien afin qu'il se mette en conformité avec le droit international.

Nous constatons cette année, comme l'an dernier, que le KKL, instrument de dépossession du peuple palestinien, du vol de ses terres, et qui participe actuellement à l'expulsion des Bédouins de leurs terres ancestrales, ne figure plus parmi les sponsors. C'était l'une de nos revendications et nous nous en félicitons.

Nous demandons toutefois aux organisateurs et aux sponsors de rejeter également le partenariat de l'ambassade d'Israël, et de refuser cette instrumentalisation politique d'un Etat qui viole le droit international en toute impunité et dont la politique est contraire aux valeurs universelles de justice et d'égalité.

La campagne BDS France

campagnebdsfrance@yahoo.fr

<http://www.bdsfrance.org/>